

LE MONDE LIBERTAIRE



N° 1746
du 26 juin au 2 juillet 2014

hebdomadaire de la Fédération anarchiste, adhérente à l'Internationale des Fédérations anarchistes

www.monde-libertaire.fr

ISSN 0026-9433

« Nous n'avons pas peur des ruines. »
Buenaventura Durruti



La classe ouvrière prend le train de la révolution



KALEM

M 02137 - 1746 - F: 2,00 €



Joseph Déjacque, un anarchiste page 19

Editorial

Cheminots en grève. Face à leurs justes revendications, l'opération «enfumage» bat son plein; les «grands» médias s'en donnent à cœur joie, que ce soit dans la presse papier ou en ligne, à la radio ou sur nos écrans TV, on nous le martèle: nous sommes pris en otage par les grévistes. Et pendant une Coupe du monde de foot en plus! Salauds de grévistes! Car, de nos jours, qui dit otage dit terroriste. Et, on le sait, le gouvernement français ne paie jamais de rançon pour délivrer des otages. Donc, pas question pour lui de céder aux revendications des travailleurs en lutte. Hollande et Valls se relaient pour asséner leur message: « Cette grève ne se justifie pas, il faut savoir y mettre un terme » (ça nous rappelle quelque chose déjà entendu en 1936). Pour nous, c'est clair; oui, nous sommes des otages; mais des otages d'un gouvernement et d'un patronat qui veulent nous faire payer une crise dont nous ne sommes pas responsables. Les services publics sont attaqués de toutes parts; la SNCF? Sécurité ferroviaire, maintien et réouverture des lignes de proximité... C'est pour nous, usagers, que luttent les cheminots. L'équation est pourtant simple: de meilleures conditions sociales de vie et de travail pour les travailleurs du rail vont de pair avec une meilleure qualité du service public. Le gouvernement le sait, mais il ne veut rien entendre? À nous de lui déboucher les oreilles en appuyant toutes les initiatives de luttés en cours et à venir. Essayons de les généraliser à la base. À bas gauche et droite gestionnaires du capitalisme ! Vive la grève !

Sommaire

Actualité

Questionner le monde, par le SG de la FA, page 3

Solidarité avec les cheminots, par groupe Salvador-Seguí, page 4

Les marxistes contre-attaquent, par J. S., page 5

Météo syndicale, par J.-P. Germain, page 6

Pour quelques mesurette de plus, par W. Chester, page 7

Arguments

Féminisme ou humanisme intégral ? par L. S. Saornil, page 8

De la civilisation automobile, par P. Pelletier, page 12

De l'athéisme, par N. Potkine, page 16

L'État et le changement social, par J. Langlois, page 17

Histoire

Joseph Déjacque, anarchiste méconnu, par P. Salcedo, page 19

Le mouvement

Sortie des kiosques du ML hebdo, page 22

Publico a besoin de soutien, page 22

Illustrations

Kalem, Krokaga, La Sala, Milan

Tarifs

(hors-série inclus)

3 mois, 12 n^{os} hebdo, 1 n^o hors série, les gratuits 25 €

6 mois, 18 n^{os} hebdo, 2/3 n^{os} hors série, les gratuits 50 €

1 an, 35 n^{os} hebdo, 5/6 n^{os} hors série, les gratuits 75 €

Règlement à l'ordre des Publications libertaires, à joindre au bulletin à renvoyer à :

Publications libertaires, 145, rue Amelot, 75011 Paris, 01 48 05 34 08

Nom _____ Prénom _____

Adresse _____

Code postal _____ Ville _____

France et étranger

Bulletin d'abonnement

Abonnement de soutien

1 an 95 €

Pour les chômeurs, les étudiants et les bénéficiaires du RSA, 50 % de réduction en France métropolitaine et gratuit pour les détenus. Les chèques tirés sur des banques hors France subissant une taxe exorbitante (plus de 15 euros), nous vous demandons d'effectuer vos paiements par virement bancaire international (IBAN: FR76 4255 9000 0621 0076 4820 363). (BIC: CCOPFRPPXXX) Pour tout changement d'adresse, joindre la dernière feuille de routage.

72^e congrès de la Fédération anarchiste

Questionner le monde



LES 7, 8 ET 9 JUIN, la Fédération anarchiste a tenu son 72^e congrès à Saint-Imier (Suisse). Un congrès de vérités fussent-elles dérangeantes, fussent-elles incomplètes mais où il a été *a minima* tenté de regarder les enjeux qui se posent à nous non pas au prisme d'une *doxa* confortable mais dans leur réalité et nécessairement dès lors dans leur complexité. Un congrès de mise en débat jamais totalement aboutie mais où ont pu s'exprimer, voire s'écouter et parfois se conjuguer les analyses et les propositions ainsi que les doutes et les interrogations de délégués unis par un même idéal mais également riches d'expériences sociales, territoriales, professionnelles ou encore militantes différentes. Un congrès de perspectives qui marque moins l'aboutissement d'une année militante qu'un jalon dans un processus d'élaboration de pensées et de pratiques collectives que nous aurons à poursuivre, à renforcer et à approfondir dans les semaines et les mois qui viennent avec tous ceux et toutes celles qui nous rejoindront en chemin.

Du développement protéiforme des populismes et autres identitarismes, en allant à la diversité d'origines, de pratiques et de reven-

dications des mouvements qui se réclament désormais du féminisme; de la montée de l'abstention et le rejet relatif de la classe politique et de la démocratie représentative que cela traduit à la situation économique et sociale, ses luttes salariales mais aussi le développement de mouvements interclassistes comme celui des Bonnets rouges; ce sont à ces enjeux sociaux, économiques, politiques et environnementaux que notre congrès s'est attaché sinon à répondre du moins à traiter sans détour. Il en fut de même de la question de la pertinence et de la viabilité de notre projet politique, de nos modalités d'organisation et de nos outils comme notre journal et notre librairie par exemple.

De fait, ce congrès n'a pas débouché sur des analyses parfaitement abouties, ni des décisions entièrement stabilisées. Son apport est ailleurs, plus méthodologique que substantielle, plus humain et collectif qu'idéologique ou programmatique. En délaissant dans l'ensemble la langue de bois, les discours convenus et les anathèmes faciles, il a été la réaffirmation d'une Fédération anarchiste en mouvement, capable de questionner le monde dans lequel elle se situe mais aussi ses fonde-

ments et ses fonctionnements; d'un collectif humain, pluraliste et uni, situé de plain-pied dans le monde réel non pour s'en satisfaire mais pour le changer; d'une organisation générale des libertaires, qui ne prétend à aucun monopole, ni ne s'érige en avant-garde ou en gardien du temple, mais qui entend contribuer au développement d'une réponse concrète et plausible, aux désastres où nous entraînent le capitalisme et les États et cela non pas seul mais avec toutes les forces et tous les individus qui veulent eux aussi lutter pour l'émancipation sociale. Ce n'est pas une mince réussite pour un congrès que de nous placer de la sorte et de nous inventer à la suite à poursuivre et amplifier cette démarche.

Que nos camarades de la Fédération libertaire des montagnes, qui ont rendu matériellement possible ce congrès, les anciens mandatés qui l'ont organisé ainsi que l'ensemble des congressistes qui l'ont fait vivre en soient fraternellement remerciés. La nouvelle équipe de mandatés s'attachera à faire vivre et prospérer cet élan.

Secrétariat général
de la Fédération anarchiste

Solidarité avec les cheminots en grève, dans la rue et dans les gares !

EN SE METTANT en grève reconductible le mardi 10 juin, les cheminots mobilisés parmi les conducteurs, les contrôleurs, les personnels des ateliers, des gares, des voies, mais aussi chez les administratifs, expriment leur opposition à une énième réforme ferroviaire qui vient s'ajouter à une dégradation très forte de leurs conditions de travail.

La hausse de productivité imposée notamment par une réduction d'effectif intensifiant le travail, couplée avec la logique du « stock zéro », engendre d'une part des conditions de vie dégradées dans des situations inévitables entre les travailleurs de statut privé et ceux de statut SNCF – faisant désormais apparaître des suicides sur le lieu de travail – et d'autre part, elles engendrent aussi de graves problèmes d'entretien et de maintenance et, donc, des irrégularités des horaires de transport et des risques d'insécurité graves pour les usagers et le fret.

La réforme ferroviaire n'a pas pour but de réunifier la SNCF et RFF, comme le gouvernement et la direction le prétendent sur les ondes et dans la presse aux ordres. Cette réforme prévoit de créer trois entreprises distinctes avec une modification de la réglementation existante par une nouvelle convention collective désavantageuse. L'objectif de la réforme est double : faire des milliards d'économies sur le dos des cheminots et des usagers, par diminution des coûts et augmentation des tarifs, et inviter les investisseurs privés dans le cadre de l'ouverture à la concurrence de l'exploitation ferroviaire. Le gouvernement de gauche veut ainsi financer les entrepreneurs privés pour faire du business avec le fret alors qu'il refuse l'aide à la SNCF pour permettre, un report modal de la route vers le rail.

Les travailleurs et les usagers doivent garder en tête que les atteintes aux conditions de travail des cheminots et la logique de profit font la dégradation des conditions des transports en commun. Rappelons-nous le drame de Brétigny-sur-Orge. Rappelons-nous simplement des conséquences de la privatisation d'EDF et GDF avec les hausses exorbitantes des tarifs et la dégradation de services au public.



Loin d'être une réforme comme l'affirment l'État et la SNCF, c'est une nouvelle régression sociale dont le coup d'envoi avait débuté en 1991 dans le seul but de satisfaire les exigences de quelques intérêts privés au mépris du service public. Cette politique est servie par les zélés laquais de gauche à la conduite de l'État avec autant d'entrain que leurs prédécesseurs de droite. Les raisons de la grève des cheminots sont liées indéfectiblement à celles qui font la destruction des services publics, la casse de la protection de santé et des caisses de retraites, la précarité pour tous les exploités du privé comme du public : enrichir davantage les riches !

Malgré les lamentations du gouvernement, du patron du Medef et du patron de la CFDT qui nous sont assénées médiatiquement, de l'argent, il y en a ! Seulement voilà, ceux qui le possèdent nous font croire qu'il n'y en a pas assez pour tout le monde et, pour en obtenir davantage, ils voudraient nous faire accepter de nous laisser tondre jusqu'à l'os !

Enfin, pour ce qui est des examens de fin d'années, rappelons que ce n'est pas un baccalauréat (même plus cinq !) qui donnera du travail aux jeunes. C'est la mobilisation et la lutte pour conserver l'outil de travail et

un véritable service public qui procurera du travail à tous. La jeunesse a plus à apprendre de ceux qui désobéissent en assistant aux assemblées générales d'une grève plutôt qu'en écoutant passivement leurs enseignants anonner inlassablement les paradigmes d'un capitalisme prétendument indépassable.

Pour obtenir le retrait de cette contre-réforme, la grève des cheminots doit s'amplifier et recevoir le soutien de la population entière.

Face à cela, le groupe anarchiste Salvador-Seguí exprime cet appel à soutenir les travailleurs du rail en conflit, en les rejoignant et les encourage vivement à décider eux-mêmes, dans leurs assemblées générales, pour déployer toutes les possibilités à leur disposition afin de fédérer leur lutte avec les luttes en cours dans les autres secteurs tels que les intermittents du spectacle, la Poste, les hôpitaux, le commerce, etc.

Il est plus que temps de briser le cercle du profit et de son corolaire de misère et de précarité, par la grève comme par tout autre moyen d'action directe.

**Groupe Salvador-Seguí
de la Fédération anarchiste**

Quand les marxistes contre-attaquent

ENTRE ÉLECTIONS MUNICIPALES, pacte de responsabilité, pacte de stabilité, élections européennes, la gauche a été fortement bousculée ce premier semestre 2014. Alors que François Hollande incarnait un retour inespéré du socialisme au pouvoir, ces deux ans de mandat ont fini par faire tomber le masque. Constat amer : la politique gouvernementale n'est pas celle promise, l'abstention se maintient et «l'électorat de la gauche commence à se joindre aux rangs de l'abstention». Celle-ci pèse de plus en plus sur les résultats électoraux. Pire encore, la «montée» électorale du Front national dont l'électorat glisse progressivement d'un vote contestataire vers un vote de confiance, l'instauration du mépris des «politiciens» et, comme énième claque, l'apparition d'une multitude de collectifs locaux échappant au contrôle de tous les partis politiques et refusant toute étiquette. Cette incompréhension submerge une partie du PS créant ainsi une fracture.

Vers un nouveau front commun de la gauche

La fronde des 41 députés PS contre le pacte de stabilité a dépassé les frontières de l'Assemblée nationale et tente aujourd'hui de dépasser les frontières partisanes. Après la réunion semi-publique du 14 juin dernier, à l'initiative d'Un monde d'avance, un courant du PS, et la rencontre trois jours avant entre des cadres du PS et du PCF rue Solférino, avec l'accord de Harlem Désir, c'est une véritable recomposition du socialisme parlementariste qui pourrait s'opérer dans les mois ou années à venir.

Sur le thème «Comment rassembler la gauche?», cette réunion semi-publique a réuni les grosses pointures des partis de gauche : des représentants des motions 3 et 4 du PS comme Henri Emmanuelli, Guillaume Balas, Marie-Noëlle Lienemann [...], le secrétaire national du PCF, Pierre Laurent, et le secrétaire nationale adjoint d'EELV, David Cormand.

Lors de cette réunion, tous sont partis d'un même constat : un «décès de la gauche» est possible et il y a une «nécessité politique» de rassemblement afin d'éviter que la gauche ne vienne à disparaître. Pierre Laurent a d'ailleurs été très clair à ce sujet : «sa présence n'est pas fortuite» et il y a une volonté de la part du PCF à entrer dans une discussion dans laquelle le Front de gauche aurait son rôle à jouer.



Après quelques échanges d'analyses politiques, économiques et sociales, des lignes se sont précisées dans les discours : constitution d'un front antifasciste à travers un front social, reconquête du terrain perdu dans le milieu associatif et syndical, évocation d'un nouveau «programme commun», d'une «VI^e République parlementaire» ou d'une «alternative». [...] Bien que cela puisse paraître un peu flou pour le moment, des commissions thématiques entre partis politiques semblent être en voix de constitution.

Même si des complications politiques peuvent intervenir lors de ces négociations et que le paradoxe créé par «la logique institutionnelle entre rassemblement de la gauche et enjeux électoraux existe», l'impulsion initiée semble pour le moment porter ses fruits puisque le 16 juin les représentants des courants présents à ce rendez-vous manifestaient ensemble aux côtés des intermittents. Le lendemain, Pierre Laurent manifestait avec les cheminots. Notons que ce rapprochement rend enthousiaste les militants de gauche, il est donc à suivre de près.

À suivre de plus près...

Cette fracture du Parti socialiste pourrait avoir des conséquences sur le mouvement social et libertaire. Lors de réunions précédentes, Balas et Amirshahi, leaders de la tendance Un monde d'avance, avaient déclaré leur volonté de recon-

quérir les espaces sociaux et syndicaux perdus. Une véritable entreprise qui risque, dans un premier temps, de se concrétiser par une présence accrue de politiciens dans les manifestations et ensuite par une adaptation des partis politiques aux cadres des luttes autonomes, évidemment, pour mieux les contrôler.

D'autres perspectives, et non pas des moindres, ont également été évoquées comme la constitution d'une V^e Internationale ainsi qu'une rupture avec la Charte d'Amiens et son principe de séparation de la politique et du syndicalisme. Autrement dit, transformer ou former un syndicat ouvertement socialiste.

L'émergence de ce front social entraînerait un rapport de force asymétrique trop important entre parlementaristes et libertaires, avec pour conséquence l'écrasement du mouvement libertaire. Une chose est sûre, dans les mois qui suivent, nous devons être très attentifs à l'évolution de notre environnement politique. Par ailleurs, cette perspective peu souhaitable repose clairement la question de l'unité, pratique ou organisationnelle, de l'autonomie des luttes et de la place de l'anarcho-syndicalisme dans le mouvement libertaire.

J.S.
CNT-AIT

Chroniques de la guerre sociale en cours

Immonde

Darius, un jeune Rom âgé de 16 ans, se trouve à l'hôpital entre la vie et la mort à la suite d'une agression d'une rare violence perpétrée par plusieurs personnes qui le soupçonnaient d'un cambriolage. Il a été retrouvé dans le chariot d'un supermarché après avoir été passé à tabac à Pierrefitte-sur-Seine, en Seine-Saint-Denis. Selon les déclarations de la mère et des grands-parents de Darius rapportées par leur avocate, ce dernier aurait été enlevé « sous leurs yeux, par plusieurs individus, dont il semblerait qu'une partie ait été cagoulée et armée ». Ça fait plus penser à une « ratonnade » qu'à un règlement de comptes intercommunautaire, comme l'a déjà trop repris la presse des gens de la moyenne...

De Charybde en Scylla

Du coup, Marine La Peine a des visées sur le leader d'un petit parti polonais, Janusz Korwin-Mikke (KNP), pour constituer un groupe au Parlement européen. Cet individu est reconnu misogyne, homophobe et révisionniste et auteur de cette insanité : « Le Führer du III^e Reich n'était probablement pas au courant de l'extermination des Juifs... » C'est Papa La Peine qui va être content de cette alliance !

Météo syndicale



« **SOUTIEN AUX CHEMINOTS** en grève ! Non, les cheminots ne menacent pas le bac ! » Le Syndicat national Force ouvrière des lycées et collèges (SNFOLC) apporte son soutien à la grève des cheminots, qui a été reconduite par leurs assemblées générales. Le SNFOLC dénonce une campagne initiée par le gouvernement et relayée par certains médias, campagne qui vise à faire croire que les cheminots remettent en question le baccalauréat, et ainsi à opposer les candidats et leurs familles aux salariés en grève ! Ah, voilà qui met du baume au cœur ! Ainsi, un syndicat d'enseignants (ledit SNFOLC) a manifesté sa solidarité avec les grévistes du rail et remis sur pied un bout d'unité syndicale. Il manque d'autres organisations, mais cela appartiendra à un autre monde... ?

À Marseille, les grévistes (SUD-Rail, CGT et FO) ont tenu des assemblées générales au milieu de la gare Saint-Charles devant des usagers interactifs avant de rejoindre les intermittents en lutte.

Sinon, dans la même ville, les camarades en lutte de « la marque de thé à l'éléphant » ont récolté, dans l'unanimité (entendez par là des louanges venues de la direction confédérale comme des opposants...), un beau résultat syndical. Comme le rapporte le site « Où va la CGT ? » : « Les Fralib à Marseille viennent de conclure une belle victoire dans leur lutte de trois ans et demi contre Unilever : un accord de fin de conflit, voté à l'unanimité des 76 ouvriers encore en lutte, accordant 100 000 euros de prime supra-

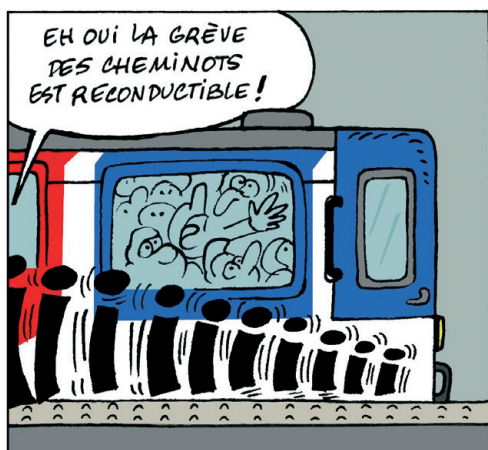
légale de licenciement et surtout 12 millions d'euros liés à la reprise de la production en Scop (ce qui représenterait près de 160 000 euros par salarié si on le divise par 76 !). »

Pendant ce temps, à Montreuil, ça disserte sur Jean Jaurès et le syndicalisme... Avec la présence du directeur de L'Humanité et le secrétaire de la CGT, Thierry Lepaon, ça doit repeindre aux couleurs syndicalistes un militant certes honorable mais défenseur d'un socialisme tiède. On demande à voir les comptes rendus de ce colloque au sommet !

Les agents de Pôle emploi ont débrayé la semaine dernière à l'appel de FO et de six autres syndicats (CGT, CGC, CFDT, SNU, SUD et Unsa), alors que la direction entend clore dès le 3 juillet la négociation sur la refonte de la grille des classifications et la modification des règles qui déterminent les évolutions de carrière. La période estivale va voir de drôles de trucs sur le plan social. Faut-il regretter les polémiques du siècle dernier entre Keufer, secrétaire de la Fédération nationale des travailleurs du Livre, et notre camarade Émile Pouget au sujet des tractations « secrètes » entre l'ancien typographe arrivé aux manettes de la naguère puissante organisation ouvrière ? On pourra faire un parallèle avec le xx^e siècle où on peine à renverser la vapeur.

Jean-Pierre Germain
Groupe Salvador-Seguí
de la Fédération anarchiste

PAVÉ D'ANAR AVEC SADIA ET MAZOGH KROKAGA



Linge sale

Ce dernier, le père La Peine, affirme que « personne ne peut le pousser vers la sortie du FHaine à part lui-même ». Tiens ça s'en est une idée qu'elle est bonne !

Rions un peu...

Une examinatrice du bac philo de Saint-Quentin (Aisne) a fait trois jours de garde à vue pour avoir accusé son ex-compagnon du vol de 124 copies de bac finalement retrouvées intactes dans sa poubelle... Dommage pour les mauvais élèves...

Inter-mi-temps

Plus de 200 intermittents du spectacle ont bloqué les entrées et sorties du chantier de la Philharmonie de Paris au parc de La Villette pour réclamer le non-agrément de la convention chômage par le ministère du Travail. En effet, selon le collectif organisateur, « des centaines d'intérimaires et de travailleurs précaires travaillent pour le compte de l'entreprise Bouygues, afin que la Philharmonie de Paris, nouvelle salle de concert, ouvre ses portes en janvier 2015 ».

À bas la peine de mort

Le Missouri et la Géorgie ont chacun exécuté un condamné à mort, les premiers depuis fin avril, lorsqu'une injection s'était mal déroulée en Oklahoma. Le massacre peut continuer...

Une bonne claque à la Haine

Nigel Farage, le chef du Parti pour l'indépendance du Royaume-Uni (Ukip), fait la nique à Marine La Peine en constituant un groupe anti-UE au Parlement européen. Et ce grâce à Joëlle Bergeron, élue en deuxième position le 25 mai sur la liste Ouest du FN. Cette dernière s'était déjà fait remarquer en se déclarant favorable au droit de vote des étrangers pour les élections locales, ce qui n'avait pas du tout plus à La Peine. Du coup, Farage atteint le quota minimal de 7 pays, nécessaire pour la reconnaissance d'un groupe à Strasbourg, avec l'EFDF (48 députés, dont 24 du Ukip et 17 du Mouvement 5 étoiles (M5S) de l'Italien Beppe Grillo).

Et pour quelques mesurette de plus



ON S'Y ATTENDAIT, et c'est désormais confirmé : le Premier ministre, Manuel Valls, a annoncé que l'accord sur l'assurance chômage serait bel et bien agréé. En vue d'apaiser la colère des intermittents du spectacle en lutte depuis plusieurs mois, il a dans la foulée précisé que le différé d'indemnisation – l'une des raisons de la colère – ne serait pas appliqué au 1^{er} juillet et que l'État financerait cette non-application à hauteur de 90 millions d'euros. Mesure transitoire, n'a-t-il pas manqué de préciser... Enfin, avec la voix du sauveur suprême, il a aussi tenu à rassurer les intermittents et les employeurs du spectacle que le budget pour la création et le spectacle vivant serait maintenu en l'état jusqu'en 2017. Merci papa, mais ça ne suffira pas ! D'autant que, parallèlement à l'annonce de ces mesurette, le Premier ministre s'est dit résolu à « se donner les moyens d'une vraie refondation » du statut des intermittents. Ce pour quoi il a mis en place une commission composée d'Hortense Archambault (ex-codirectrice du Festival d'Avignon), de Jean-Denis Combrexelle (ex-directeur général du Travail) et de Jean-Patrick Gille (député PS, médiateur du conflit). Derrière ladite refondation se cache, bien sûr, une volonté de vider ce sta-

tut particulier de tout ce qui pouvait être favorable aux travailleurs du spectacle. D'emblée, début 2014, le Medef l'avait dit : il faudra « enclencher une dynamique de réduction des dépenses », et, pour ce faire, « des efforts supplémentaires devront être engagés à terme ». La couleur est annoncée, le gouvernement achète déjà les pots de peinture.

Des mesurette, donc, qui ne changent qu'à peine le contenu de l'accord signé en mars dernier par le Medef, la CFDT, la CFTC et la CGT-FO. Qui plus est, le gouvernement n'a fait aucun cas des propositions portées auprès du ministre par les intermittents grévistes. Du coup, la CGT-Spectacle a d'ores et déjà annoncé qu'un préavis de grève serait déposé pour le 1^{er} juillet. « L'épée de Damoclès est toujours là, c'est une manœuvre pour passer l'été. On est très déçus, et très en colère », a déclaré Denis Gravouil, le secrétaire général du syndicat. Mais, au final, autonomie du mouvement social oblige, ce seront les assemblées générales d'intermittents qui décideront localement si, oui ou non, ils se mettront en grève. La grosse crainte de la bourgeoisie et du gouvernement étant l'annulation du Festival d'Avignon, grand pourvoyeur de fric.

Win Chester

Féminisme ou humanisme intégral ?

Lucia Sanchez Saornil (1895-1970)

C'EST DANS LES ANNÉES VINGT que Lucia entre dans la militance anarchiste et anarcho-syndicaliste. Cet engagement politique n'est que peu étonnant et semble s'inscrire dans la continuité de l'idéal de liberté qu'elle prônait, dans l'art, à travers l'ultraïsme. Vers 1923, elle se syndique à la Confédération nationale du travail (CNT). Créée en 1910, la CNT est alors le deuxième syndicat le plus important, juste après la socialiste Union générale des travailleurs (UGT). De type anarcho-syndicaliste, la CNT se bat, à court terme, pour l'amélioration des conditions de travail tout en impulsant des perspectives et des dynamiques révolutionnaires qui doivent aboutir, à long terme, à la mise en place d'une société nouvelle, émancipée et débarrassée du capitalisme et de l'État.

Au sein de la CNT, Lucia prend part aux luttes sociales qui éclatent dans les années vingt à la Téléfonica. Son activisme politique et syndical sur son lieu de travail est alors si important que la direction de l'entreprise décide, en 1927, de la muter loin de Madrid, à Valence. Mais, deux ans après, en 1929, à nouveau mutée, elle revient dans sa ville natale. Le 6 juillet 1931, quand éclate à nouveau une grève nationale à la Téléfonica, Lucia se mobilise et s'implique dans le mouvement gréviste de la centrale de Madrid où elle travaille. Véritable agitatrice, principale figure féminine du mouvement, elle devient peu à peu célèbre pour son talent oratoire et la prestance qu'elle dégage, malgré sa petite taille. Mais cette fois la direction, qui ne prend même plus la peine de la muter, la licencie d'emblée.

Au chômage, Lucia n'en reste pas moins engagée en politique. Elle écrit régulièrement des articles pour différents journaux anarchistes, comme *Tierra y Libertad*, *Solidaridad Obrera* et la *Revista blanca*. En 1933, sa plume prolifique la propulse au poste de secrétaire de rédaction du journal de la CNT pour lequel elle écrit, là encore, bon nombre d'articles. « L'État est un corrupteur dépravé qui a fait de la corruption une vertu », affirme-t-elle alors dans les colonnes.

Mais, à cette date, la guerre civile approche. Elle éclate le 18 juillet 1936 lorsque, sous le commandement du général

fasciste Francisco Franco, l'armée espagnole se soulève au Maroc contre la jeune république espagnole et son gouvernement de Front populaire. Le putsch s'étend et les militaires se rebellent un peu partout en Espagne. Le gouvernement républicain de Manuel Azana reste passif, refusant, dans un premier temps, de reconnaître l'ampleur du soulèvement et, dans un deuxième, tentant vainement de passer un accord avec les fascistes (le remplacement du Front populaire par un gouvernement de compromis). C'est donc la population elle-même qui prend les armes pour s'opposer aux putschistes et au régime fasciste qu'ils incarnent. À Barcelone, le 19 juillet 1936, les militants de la CNT, armés, se révoltent et font capituler les militaires insurgés, non sans l'aide des gardes civils et des gardes d'assaut qui fraternisent avec la cause antifranquiste. À Madrid, où réside Lucia, le peuple parvient, tant bien que mal, à obtenir quelques armes (défectueuses!) et, le 20 juillet 1936, donne l'assaut à la caserne de la Montana où se trouvent les soldats franquistes. Lucia fait partie des assaillants et la caserne finit par tomber, offrant au peuple résistant des armes plus efficaces pour se défendre. Mais si Barcelone, Madrid et plusieurs régions d'Espagne parviennent à repousser les fascistes, d'autres tombent entre leurs mains : c'est la guerre civile.

L'engagement antifasciste de Lucia recouvre plusieurs aspects. Elle se rend régulièrement au front pour récolter des informations pour le journal CNT (en 1936, notamment, elle est envoyée sur celui de Guadalajara) ou pour apporter aux miliciens de la nourriture, des médicaments, des vêtements neufs et des munitions. En 1938, elle devient responsable de la propagande de la section espagnole de l'organisation Solidarité internationale antifasciste (SIA). Issue du Comité pour l'Espagne libre (CEL) créé en 1936 par les anarchistes français Louis Lecoin et Nicolas Faucier, la SIA naît officiellement en 1937 après le congrès de l'Union anarchiste. Son but est simple : aider les antifascistes espagnols en leur faisant parvenir des armes, de la nourriture, des médicaments et des vêtements. Plus tard, après la victoire franquiste,

la SIA sera également très active dans l'accueil des réfugiés en France. Particulièrement dévouée et réputée comme infatigable, Lucia laisse, au mois de mai de la même année, le poste de responsable de la propagande et se voit confier la gestion du secrétariat général de la section espagnole.

Mais l'antifascisme de Lucia n'est pas la façade d'un vide idéologique. Il est, au contraire, porteur d'un véritable projet politique, économique et social : l'anarchisme. Elle considère que sa « mission va au-delà de l'antifascisme borné ». Et c'est pourquoi, ne souhaitant se contenter d'apporter seulement son soutien au front, elle participe aussi à l'organisation et à la gestion des collectivités agricoles proches de Madrid qui, pendant la guerre civile, proclament le communisme libertaire et réorganisent la société sur des bases égalitaires et antiautoritaires.

Engagée dans la lutte anarcho-syndicaliste, anarchiste puis antifasciste, Lucia va aussi, et surtout, se distinguer par son combat difficile pour l'émancipation de la femme, combat qui, pendant la guerre, va se télescoper avec la lutte antifranquiste et la révolution sociale.

Guillaume Goutte



Des hommes et des femmes dans la lutte révolutionnaire

Le texte qui suit a été rédigé par Lucia Sanchez Saornil et résume en quelques lignes le contenu de la série de cinq articles qu'elle avait rédigée en réponse à deux autres papiers de Mariano Vazquez. Il permet de bien saisir le combat qu'elle menait, au sein du mouvement anarchiste, pour l'émancipation de la femme. Qui plus est, c'est le premier dans lequel elle évoque et annonce, à la fin, la création de ce qui ne tardera pas à devenir l'organisation Femmes libres.

HORS DE NOTRE MILIEU, camarade Vasquez – et je m'adresse au camarade Vasquez parce que dans son article «Pour l'élévation de la femme» il résume sûrement la pensée de nombre de camarades – hors de nos milieux donc, il est très compréhensible, très excusable et même si l'on veut très humain que, tout comme le bourgeois défend sa position et son privilège de commandement, l'homme désire conserver son hégémonie et se sente satisfait d'avoir un esclave. Mais moi, je ne parlais pas pour tous les hommes, camarade, moi je parlais pour les anarchistes exclusivement, pour l'homme conscient, pour celui qui, ennemi de toutes les tyrannies, est obligé, s'il veut être conséquent, d'extirper de lui, dès qu'il le sent poindre, tout reste de despotisme. Ce qui est très humain c'est cela, c'est la raison – l'attribut véritablement humain – par rapport au reste qu'est l'instinct, l'infrahumain.

C'est pour cela que l'anarchiste – j'ai dit l'anarchiste, remarque bien – qui demande à la femme sa collaboration pour la tâche de subversion sociale doit commencer par reconnaître en elle son égal, avec toutes les prérogatives de l'individualité. Le contraire sera «très humain», mais pas anarchiste.

Et c'est pour cela précisément que je crois que ce n'est pas lui qui est appelé à établir les fonctions, aussi élevées soient-elles, de la femme dans la société. Ce qui est anarchiste, je le répète, c'est de laisser la femme agir en usant de sa liberté, sans tutelle ni coercition, elle inclinera vers ce que sa nature et la nature de ses facultés lui dicteront.

Et maintenant une question, camarade Vasquez. Comment vous est-il venu à l'esprit de comparer la situation de la femme par rapport à l'homme avec celle du salarié par rapport au bourgeois ?

Tu oublies que les intérêts du patron et ceux de l'ouvrier sont opposés, incompati-

bles, alors que ceux de l'homme et de la femme – qui sont les intérêts de l'humanité, ceux de l'espèce – sont complémentaires, ou, pour dire mieux, ne font qu'un. Des intérêts de sexe, incompatibles en tout point avec la conception anarchiste de la vie, peuvent seulement exister dans l'absurde système actuel.

Comment vous est-il venu à l'esprit de comparer la situation de la femme par rapport à l'homme avec celle du salarié par rapport au bourgeois ?

Tu conçois toi, un bourgeois en train de dire qu'il faut émanciper les travailleurs ? Donc, si tu trouves qu'il est logique que, comme le bourgeois avec le salarié, l'anarchiste en tant qu'homme garde la femme enchaînée, il est absurde de l'entendre crier qu'il faut émanciper la femme. Et s'il le crie, comment ne pas lui dire : «Commence toi-même» ?

Car il y a déjà longtemps que la femme commença la tâche d'émancipation. En ce sens on ne peut rien lui reprocher. Que l'on compare le monde féminin d'il y a cinquante ans avec celui d'aujourd'hui et que l'on me dise s'il n'a pas avancé. Mais c'est que maintenant il ne s'agit plus de son émancipation, mais de sa contribution à l'émancipation de l'humanité. Et si tu l'invites à établir au préalable une lutte des sexes – parce que tu trouves très naturel que l'homme, bien qu'il soit anarchiste, veuille avoir une esclave – cela cadre mal avec la nécessité d'un travail commun. Comment diras-tu à la compagne : «Aide-moi à porter ce poids» quand elle n'est même pas maîtresse de ses pieds et de ses mains ?

La lutte des sexes ne convient pas aux prolétaires, mais tout au contraire il leur faut établir l'interpénétration des intérêts entre hommes et femmes. Et cela non pas par caprice, mais parce que le monde ne trouvera son équilibre que lorsqu'il sera organisé et régi par eux deux. Car étant en effet différentes, leurs qualités se complètent et forment un tout harmonique, car l'égoïsme de l'un s'accorde avec l'abnégation de l'autre et, à la nature impétueuse et violente de l'un correspondent la douceur et la pondération de l'autre, à la gravité de l'homme, la subtilité de la femme. Et il n'y aura pas d'harmonie dans la vie future si dans sa composition n'entraient proportionnellement tous ces éléments.

Comprends-tu maintenant qu'il ne s'agit pas tant de l'émancipation de la femme que de l'édification du futur, et que les anarchistes, s'ils sont sincères et s'ils ne sont pas venus à l'anarchisme par pur sport, sont obligés de suivre la voie que j'indique ?

Et ça, pour sûr que c'est mettre à profit le temps, camarade Vasquez, parce que pour réaliser une œuvre en commun, ce qui est important ce n'est pas de se disputer, mais de se mettre d'accord.

Et, mon ami, il ne faut rendre responsable l'esclave de son esclavage que lorsque celui-ci est accepté de gré et en pleine connaissance, mais pas quand il est imposé par la violence comme le cas de la femme.

Lucia Sanchez Saornil

Lucia Sanchez Saornil, «Solidaridad Obrera», 8 novembre 1935, in Guillaume Goutte, Lucia Sanchez Saornil, poétesse, anarchiste et féministe, édition du Monde libertaire, Paris, mars 2011, p. 41-43.

Unité féminine et **spécificité** anarchiste

Dans cet article, Lucia réfute la proposition de Dolorès Ibarruri de faire fusionner l'organisation Femmes libres avec celle des Femmes antifascistes. Malgré quelques passages un peu confus, cet article permet de saisir le caractère spécifiquement anarchiste de l'organisation Femmes libres, caractère auquel Lucia est fermement attachée et qu'elle ne souhaite pas voir disparaître au nom d'une union antifasciste vide de toute alternative politique et de projet révolutionnaire.

FEMMES LIBRES a dit et répète que l'unité féminine ne l'intéresse pas, parce qu'elle ne représente rien. Mille fois sa voix clama l'unité politique et syndicale, la seule qui soit efficace et utile à notre cause, et Femmes libres se réjouit que cette unité ait été finalement concrétisée dans le Front populaire antifasciste.

Notre fédération a une tendance avouée : la tendance libertaire représentée dans ce front, et c'est pourquoi Femmes libres n'a pas demandé à y être incluse ; s'il n'en avait pas été ainsi elle l'aurait demandé, parce que c'est là que la véritable unité se forge et devient effective.

Cette explication pourrait nous suffire : nous travaillons à l'intérieur de notre tendance et, puisqu'un pacte existe entre toutes les tendances, celui de l'unité d'action pour l'objectif immédiat qui est de gagner la guerre, que chaque groupe féminin verse pareillement ses activités sans son parti, et, de la même manière, le profit reviendra à la cause commune. Car personne n'ignore que l'on ne cherche que l'unité d'action, la fusion de tendance n'étant pas réalisable car incompatible avec la diversité humaine.

Qui pourrait dire, après cette réponse, que notre attitude n'est pas raisonnable et claire ? De quelle unité nous parle donc Femmes antifascistes ?

Voyons – et remarquez que nous préférons taire ces choses – Femmes antifascistes est un prolongement des anciens Comités contre la guerre et contre le fascisme. Ces comités furent organisés à base d'éléments féminins de tous les partis cherchant ainsi une plus grande efficacité pour la propagande politique de gauche parmi les femmes. Mais le fait est qu'à la faveur de ces comités fut créée l'organisation des Femmes antifascistes, organisation sans nuance politique, dont le programme immédiat est l'aide à l'effort de guerre et dans laquelle entrèrent de grands noyaux de femmes sans autre objectif que celui de s'attacher à certains avantages que leur affiliation pouvait leur offrir, avantages



parfois d'ordre politique, parfois d'ordre économique.

Et ainsi l'organisation Femmes antifascistes absorba peu à peu les activités féminines de chaque tendance, jusqu'à les annuler presque à l'intérieur de chaque parti, faisant en sorte que les femmes, étant donné les objectifs immédiats, oublient la véritable finalité de notre lutte. Ce que nous disons est si vrai que c'est démontré par le fait qu'il ne suffit pas qu'un parti déterminé – X ou Y – fasse partie du comité pour que n'importe quel avantage qui peut être accordé à Femmes antifascistes soit accordé à une campagne de ce parti – l'accès à l'économat, par exemple. Elle doit présenter le carnet de cotisation de cette organisation, comme si celui du parti n'était pas une garantie suffisante d'antifascisme.

Pourquoi donc manipuler ces comités composés de toutes les tendances comme s'il s'agissait d'un front féminin antifasciste, alors qu'une seule organisation absorbe en réalité toutes les activités et profite, pour son bénéfice propre, du crédit des autres ?

Notre fédération a une personnalité marquée, c'est une organisation révolutionnaire qui a son propre point de vue sur la lutte espagnole et est clairement consciente de sa mission qui va au-delà de l'antifascisme borné.

En échange, Femmes antifascistes est un composé ambigu, et sans tendances, à la merci des plus habiles ou des plus avisés qui voudront l'utiliser, tandis qu'à leur tour les comités contre la guerre et contre le fascisme sont utilisés par elles.

C'est clair : avant de se laisser absorber sciemment, Femmes libres préfère continuer son chemin comme elle l'a fait jusqu'ici, représentée par la tendance libertaire dans l'unité du Front antifasciste, en marge si c'est nécessaire de n'importe quelle aide officielle que d'autres obtiennent, mais en conservant intégralement son caractère et sa personnalité.

C'est tout, en plus de quelques différences de tactiques inévitables qui ne renforceront pas nos arguments. Femmes libres travaille, avec ses faibles moyens, aussi activement que peut le faire Femmes antifascistes, pour aider au triomphe de notre guerre, avec l'avantage que jusqu'à la dernière de ses composantes elle lutte avec pour seul encouragement sa conviction et son idéal.

Lucia Sanchez Saornil

Lucia Sanchez Saornil, « Solidaridad Obrera », 11 août 1938, in Guillaume Goutte, Lucia Sanchez Saornil, poétesse, anarchiste et féministe, Éditions du Monde libertaire, Paris, mars 2011, p. 54-57.

De la **cohérence** entre les idées et les actes

Dans le texte qui suit, Lucia condamne avec véhémence les célébrations de mariages organisées par certains syndicats et certaines organisations politiques. Au-delà d'une simple critique de l'acte en lui-même, elle appelle à plus de rigueur et de cohérence entre les idées et les pratiques des anarchistes.

DANS LES ARCHIVES d'un certain Athénée libertaire nous avons pu contempler une grande quantité d'actes de mariage, certifiés par des camarades du comité, en représentation de celui-ci.

Et, comme ici, il est certain que nous pourrions les trouver dans les archives de n'importe quel syndicat ou dans les bureaux d'un bataillon confédéral.

Il se trouvera sans doute quelqu'un pour enlever de l'importance à ces choses-là, peut-être quelqu'un qui estimera que cela ne vaut pas la peine de remplir deux feuillets pour ce genre d'affaire, et il essaiera même d'en sourire et d'en faire des plaisanteries.

Nous, nous estimons au contraire que dans une période de profonde transformation sociale il n'y a aucun détail ou aucun événement, pour aussi peu important qu'il paraisse être, qui ne doive pas être examiné par nous avec une très grande attention.

Ces faits que nous croyons être de petites choses ont parfois une importance transcendante sur la vie et les relations des individus, qui sont le fondement de base de tout l'édifice social.

Isolément, chacune de ces petites choses paraît ne pas avoir d'importance, mais comme aucune d'entre elles ne vit et ne subsiste par elle-même, sinon qu'au contraire elle a une étroite relation avec les autres, il est nécessaire que personne ne les considère avec dédain et légèreté.

Nous, les anarchistes, nous avons durant des années prêché l'union libre, anathématisant – pardonnez-nous le terme – le rituel canonique et même le rituel civil du mariage. Nous avons rempli des journaux, des revues et même des livres pour condamner les vieux formalismes matrimoniaux, en les reliant, à juste titre, à ce qui était la base du système capitaliste : la prostitution. La prostitution dans tous ses aspects : celle de l'homme qui devait hypothéquer sa pensée et ses idées pour manger, celle de la femme qui devait pour la même raison, arriver à la vente de son propre corps. La prostitution, conséquence obligatoire de l'exploitation.

Si cela fut ainsi, si nous avons, des années durant, affirmé que pour l'union de deux individus il suffisait du libre consentement de chacun d'eux, et qu'un certificat matrimonial



n'était rien d'autre qu'un contrat de vente, quelle explication donnerons-nous à ces absurdes cérémonies qui commencent à acquérir leurs lettres de noblesse dans les organismes syndicaux ? Et c'est doublement honteux car cet acte n'est rien d'autre qu'une fidèle copie de la cérémonie canonique puisque, pour qu'il ait des effets juridiques, il doit être, tout comme l'autre, confirmé et légalisé plus tard par un tribunal.

Et nous affirmons son caractère honteux car, au fond, il ne représente rien d'autre que l'intromission publique dans l'acte charnel, la traduction d'une fonction simple et naturelle en un événement spectaculaire du genre pornographique.

Nous ne nous laissons pas, et ne nous lasserons jamais, de répéter que nous sommes en train de faire la révolution, que le moment est venu de changer les paroles en actes, qu'il faut maintenant faire honneur par la pratique au verbiage facile de révolutionnaires et d'anarchistes, ce qui revient à être révolutionnaire deux fois.

Si la révolution signifie la réforme des coutumes, commençons par là, mais vite, rapidement, apportons à la vie tout ce qui hier constituait nos aspirations, notre loi et nos principes. Nous avons dit l'autre jour que la révolution devait commencer en nous-mêmes et si nous ne le faisons pas, nous perdrons la révolution, ni plus ni moins, notre mentalité bourgeoise ne fera que ravalier la façade des vieux concepts à ces petites choses qui sont parfois les meilleurs dénonciateurs de notre manque de capacité révolutionnaire.

Condamnons, si cela nous plaît, la liberté d'union, mais ne la déguisons pas lâchement sous d'hypocrites cérémonies, mêlant les syndicats à notre lâcheté spirituelle.

Lucia Sanchez Saornil

Lucia Sanchez Saornil, « Horas de la Revolucion », in Guillaume Goutte, Lucia Sanchez Saornil, poétesse, anarchiste et féministe, Éditions du Monde libertaire, Paris, mars 2011, p. 58-60.

L'enfant, le **gourou** et la voiture

Les errements infantiles de la critique envers la civilisation automobile



Philippe Pelletier

Groupe Nestor-Makhno
de la Fédération anarchiste

QUAND UN ENFANT est malade en voiture, il n'accuse pas le conducteur ou la conductrice, mais la voiture elle-même. Auto : beûrk, caca-boudin !

Dans ses attaques contre l'automobile, le prêtre catholique Ivan Illich (1926-2002), suivi de quelques épigones comme le chrétien catastrophiste Jean-Pierre Dupuy, ne déroge pas à cette façon infantile de penser. C'est le degré zéro de la pensée politique : confondre les conséquences avec les causes, s'attaquer aux premières en donnant de fausses solutions pour les secondes.

Mais, au-delà de l'infantilisme, il y a un projet politique et sociétaire. La pseudo-dénonciation de la civilisation automobile obéit à d'autres intentions, qu'il faut examiner lucidement.

Les sociétés modernes qui ont essayé le « sans voiture »

N'oublions pas – le citoyen blasé ou le militant accroché à sa posture ayant souvent la – qu'il y a eu, au cours du XX^e siècle, une société

qui a fait l'expérience d'une société sans voiture. Il s'agit des Cambodgiens sous le régime des Khmers rouges (1975-1979), en fait une variété maoïste de Khmers verts.

Ces camarades ont vidé la capitale Phnom-Penh de ses habitants (la désurbanisation efficace) et envoyé des millions de personnes soit travailler dans les rizières, soit s'entasser dans des camps de la mort. Ces personnes ont été déplacées grâce à un mode de « transport doux » : la marche à pied (certes avec quelques coups de trique en prime). Du moins, Pol Pot, Khieu Sampan, Ieng Sary et les autres camarades du « Frère numéro un » voyagèrent quand même en voiture, ou en avion (« transports durs », imagine-t-on) pour se rendre à New York et siéger à l'ONU. Mais c'était pour la bonne cause, n'est-ce pas ?

De nos jours, le régime des Kim nous montre encore la voie en Corée du Nord des beautés radieuses d'une société avec très peu de voitures. En plus, il fait la nique aux capitalistes-communistes ex-maoïstes chinois qui laissent au bas peuple des villes embouteillées.



À New York, yuppies, traders et autres dirigeants ont trouvé la solution : ils se déplacent en hélicoptère d'un building à l'autre.

L'Arabie saoudite est un bon exemple aussi : en interdisant la conduite automobile aux femmes, on peut diminuer le trafic routier de moitié ! Cette solution peut être proposée aux fans d'Ivan llich, car elle est pratique, pas chère, et progressiste puisque ce serait pour « sauver la planète ». Dommage que ces rois saoudiens du pétrole qui sont proches de la pompe disposent parfois de plusieurs véhicules par personne !

Soyons moins caustiques : il y a aussi les Pays-Bas. Pays bien connu de la convivialité et de l'anticapitalisme autogestionnaire. Cas applicable en Suisse, mais ça grimpe, il faudra raser quelques montagnes.

Ville et mobilité, gare aux confusions

La question de l'automobile – comme de tout moyen de locomotion – renvoie bien entendu à celle de la mobilité, du déplacement et du transport. Depuis la nuit des temps, les êtres humains se déplacent, sur un espace bien plus vaste que la plupart des autres espèces mammifères (cétacés exceptés). On suppose que nos ancêtres sont partis du rift en Afrique orientale. Ils ont abouti en Patagonie, en Tasmanie, et plus tardivement en Polynésie et à Madagascar.

La naissance des villes est liée à l'agriculture intensive qui induit la sédentarisation. Mais, contrairement à ce qu'on a cru, et ce que certains croient encore, c'est probablement, comme l'avait déjà pressenti Élisée Reclus, l'élevage qui a suivi l'agriculture, et

pas le contraire. Ce qui change notre regard sur le pastoralisme, mais aussi sur le nomadisme pastoral.

Les villes sont des lieux de concentration du capital et du pouvoir politique, mais elles ne deviennent pas maudites pour cela. Car la concentration ne préjuge pas de la forme de redistribution des surplus, ou de la gestion municipale – qui peuvent être collectivistes et directes. Il en va de même pour l'automobile : ce n'est pas l'objet ville ou voiture qui pose problème, mais son utilisation. Ou alors on en revient à la méthode khmer rouge-vert : plus de ville, plus de voiture, c'est si simple !

Il est évident que pour récupérer l'impôt et mobiliser des soldats, l'État préfère la sédentarité des populations. Mais il n'a jamais pu éliminer les nomades, les pirates, les cangaceiros, les itinérants, les ambulants, les colporteurs, les campeurs... Inversement, des peuples nomades ont aussi été attirés par la sédentarité, quitte à envahir et à diriger des pays entiers : les Mongols en Chine en sont un bon exemple.

De nos jours, dans le contexte d'une mondialisation de l'économie capitaliste et de la structure étatique qui s'impose désormais aux pays décolonisés (qui n'ont, de ce point de vue, rien gagné – il faut bien le dire), des peuples comme les Touaregs adoptent de nouvelles stratégies d'habiter entre nomadisme traditionnel et sédentarité nouvelle ainsi que le montrent les travaux de plusieurs géographes (Denis Retaille, Laurent Gagnol).

De même, les sociétés « sédentaires » actuelles sont extrêmement mobiles, pour de nombreuses raisons et dans de nombreux

domaines, que ce soient les déplacements domicile-travail, domicile-loisirs, domicile-visite à la famille. Le problème n'est donc pas là. Seuls les nostalgiques du petit clocher, du confessionnal relayé par l'assommoir du coin et par le terrain de foot qui bornait l'horizon de générations entières peuvent regretter ce monde étroit, enfermé et conservateur.

Toute une science nous a abusivement donné une fausse grille de lecture opposant nomades et sédentaires alors que la question de la mobilité et de l'habitat est beaucoup plus riche que cela. Cette science, ce regard plutôt, est précisément celui de ceux qui veulent empêcher qu'individus et groupes se déplacent librement. Au premier rang, on y trouve le prêtre et le percepteur. Ils ne veulent pas qu'on bouge. Ils veulent qu'on soit là.

Cette exigence entre d'ailleurs, mais partiellement, en contradiction avec les intérêts de la bourgeoisie industrielle qui souhaite une main-d'œuvre mobile, malléable et corvéable. Mais si cette mobilité devient à son tour contre-productive (déséconomies externes, agitation sociale, esprit libertaire), elle peut alors plaider pour les racines, la sédentarité, le retour à la terre des ancêtres, *e tutti quanti*.

Les idiots utiles du ré-enracinement écolo leur sont alors très pratiques. On peut même y ajouter la petite-bourgeoisie post-fasciste qui craint la globalisation et qui veut exploiter tranquillement les prolos du coin au milieu d'une biodiversité protégée. D'ailleurs, la composition sociologique de ces deux groupes est souvent identique.

Le gourou Illich, pas de pétrole mais des idées !

Parmi ces idiots utiles, on trouve Ivan Illich. Ce gourou de la convivialité – comme s'il y avait un idéologue assez abruti pour plaider la non-convivialité! – est ainsi parti en guerre contre le déracinement, la modernité, le progrès (pour lui, tout cela est la même chose), et contre l'automobile.

Que nous promet donc ce vice-recteur de l'université catholique de Porto Rico? Il suffit de le lire: dans la société future à laquelle il aspire, «les gens [...] rompent les liens avec le transport surefficace dès qu'ils sauront apprécier l'horizon de leurs îlots de circulation et redouteront d'avoir à s'éloigner de chez eux»¹.

Dans ce court extrait, tout est presque dit du programme sociétaire du gourou. Oui, vous avez bien lu: il faut «redouter d'avoir à s'éloigner de chez soi»! Couché, à la niche! Imbécile heureux d'être né quelque part, vous devez y rester! Et si jamais, par une aspiration qui s'appelle liberté, vous souhaitez aller voir ailleurs, fichtre, vous tombez dans... le péché? «Redouter»: encore la peur, l'outil de tous les curés.

«Transport surefficace [sic]»? Malheureux, vous allez trop vite d'un point à un autre? Non, vous devez vous traîner, en baver pour-quoi pas, tels les pèlerins qui rampent autour du mont Kailash... Là où le futuriste Marinetti, bientôt rallié au fascisme, louait le

culte de la vitesse, des écologistes à la Illich ou à la Virilio (encore un chrétien pétri de foi), et même quelques libertaires démagogues, nous font désormais l'apologie de la lenteur! On aura tout vu... Pire que cela: ils nous disent comment il faut vivre. De l'autoritarisme pur jus!

Comme si, en soi, le rythme était mauvais (bonjour la musique mono-tonale... il est vrai que la musique est une œuvre du diable...)! Comme si on devait choisir entre lent et rapide, l'un ou l'autre, jamais tantôt l'un tantôt l'autre, en fonction des situations et des circonstances?

Que l'illichien cohérent emmène donc lentement à l'hôpital son enfant tombé brusquement malade, en empruntant des «transports doux» (à pied et sur le dos?), et tout en appréciant en cours de route «l'horizon de ses îlots de circulation». Et on en reparlera...

«Rompre les liens» avec le «transport surefficace»? Mais oui, bande d'abrutis, vous ne saviez donc pas que vous étiez esclaves de votre voiture, si vous en avez une, ce qui est loin d'être le cas puisque six êtres humains sur sept n'en ont pas (ça, ce sont des chiffres significatifs, pas de la litanie). Mais, heureusement, le prêtre convivialiste vient vous désaliéner!

Le projet sociétaire d'Illich n'est autre que celui de l'Église depuis Jésus: des petites communautés, vivant entre elles, rompant le pain

ensemble, vivant frugalement... L'idéal moyenâgeux, quoi! Revenir aux espaces clos, adorer sa rue, son champ, rester rivé à son lieu de naissance: l'essence même du conservatisme²! Des Amish et des Darbyistes partout! Du moins ceux-là, contrairement aux curés de l'écologie, nous laissent-ils tranquilles...

La reconfiguration par le fordisme

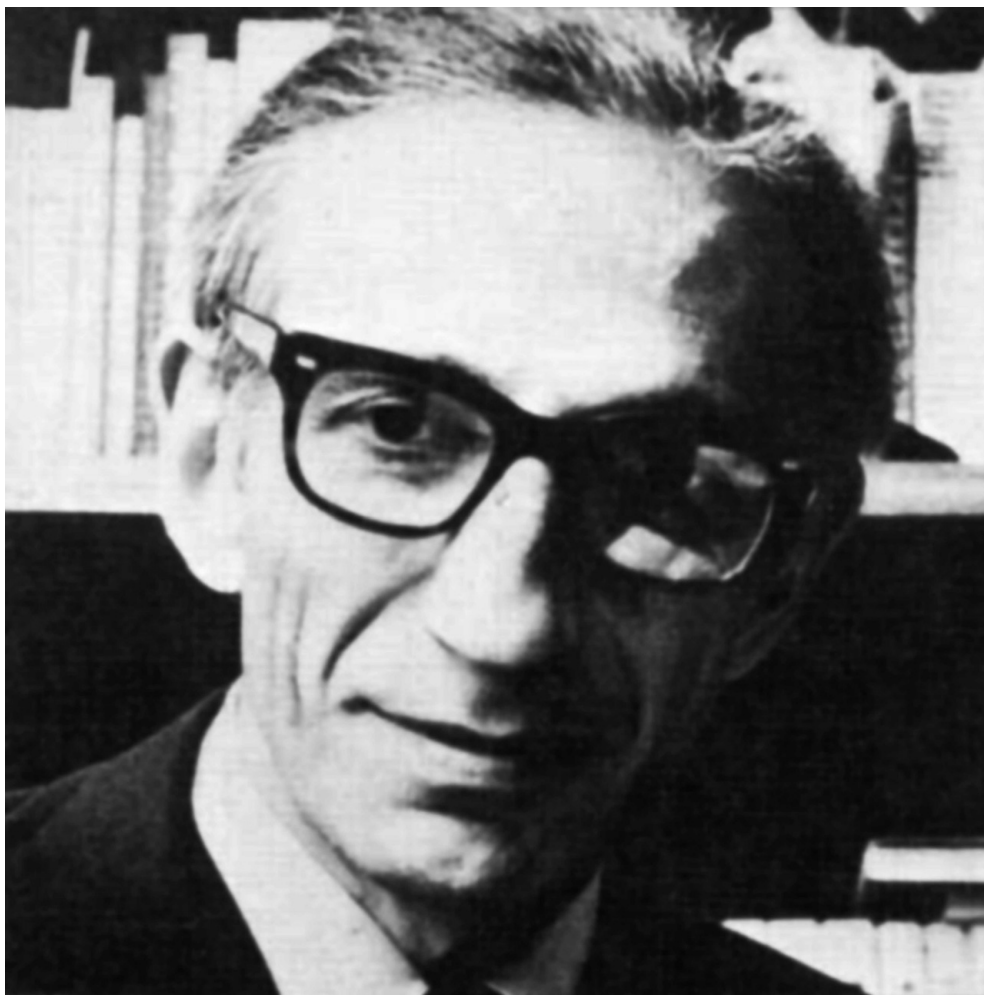
Il est évident que le système fordiste a reconfiguré les économies et les sociétés depuis près d'un siècle. C'est d'ailleurs ce que je ne cesse de répéter dans les colonnes de ce journal en écrivant que la théorie socialiste classique s'est montrée incapable d'en analyser les causes et les conséquences. Car, dans la vulgate marxiste, la fameuse loi d'airain sur les salaires empêchait automatiquement toute augmentation du pouvoir d'achat chez les prolétaires, tandis que le capitalisme devait s'effondrer sous le poids de ses contradictions.

De nos jours, les penseurs écologistes, post-marxistes ou religieux, nous refont le coup de la fin programmée avec la décadence de la civilisation, le pic pétrolier, le global warming et autres éléments de la récurrente litanie frappée (plus on cogne, plus ça fait mal). L'une des variantes est un monde croulant sous les embouteillages, les parkings, les autoroutes et les cimetières de voitures (recyclage interdit?). Certes, mais cent kilomètres plus loin, parfois moins dans la moindre métropole française, on trouve des campagnes vides, des villages fantômes, des routes désertées – là encore, cela dépend aussi de l'heure et de l'époque.

Or le fordisme a laissé la place au toyotisme – avec davantage de flexibilité, de mobilité, de fragmentation – et les deux entrent en mutation. Ils arrivent à saturation dans les pays anciennement industrialisés, et qu'ils conquièrent les pays émergents, lesquels reproduisent les erreurs de la civilisation automobile des précédents, mais il n'est pas sûr qu'ils n'y trouvent pas des parades.

Ce qu'il faut bien voir, c'est la lutte des classes qui se recompose dans ce cadre. Dans les pays émergents, de Mexico à Shanghai en passant par São Paulo ou Mumbai, les prolétaires passent souvent quatre heures par jour dans les transports en commun, souvent des autobus pourris (probablement des transports «mi-durs, mi-doux»), pour aller bosser: tant qu'ils ne se révolteront pas, cela continuera pour un moment.

Dans les pays anciennement industrialisés, la voiture devient une maigre richesse et un outil indispensable pour les travailleurs vu l'allongement de la distance domicile-travail, quand il y a du travail. Sinon, les prolétaires croupissent en banlieue ou bien se reposent sur les transports en commun que le capital dédaigne car ils ne sont pas assez rentables. Pour les bobos des banlieues médianes ou des quartiers huppés, les édiles aménagent des zones à vitesse réduite, excluent les voitures et créent des «aménités» – qu'on ouvre aux pau-





vres ou aux moyennement friqués pour leur faire miroiter le paradis de la convivialité sans autos, mais, attention, sans clochards : les bancs tape-culs et les vigiles veillent au grain.

Le nouvel ennemi : la vitesse

Mais ces populations – *a priori* instruites, avec un soupçon d'histoire sociale, encore un bout de conscience collective – il faut les convaincre de la nouvelle donne et de la nécessité de s'y plier. Rien ne vaut alors le bon vieux discours prêchi-prêcha culpabilisant : vous prenez votre voiture ? Mon Dieu, mais vous polluez la planète ! Vous gâchez l'avenir des « générations futures », parents ingrats et inconscients ! Vous ignorez qu'il faut 300 000 litres d'eau pour fabriquer un seul véhicule (chiffre issu de nulle part, sans référence...), mais vous allez assécher les océans avec votre bagnole ! Ah bon, il pleut, l'eau se renouvelle, zut alors !

Vous roulez trop vite ? Ah, mais on va vous calmer ! On va mettre des radars, fixes, mobiles, télescopiques, embarqués, cachés, robotisés, on va embaucher des policiers, des gendarmes, et encaisser des amendes ! Le prolo n'a pas de quoi payer, les assurances sont trop chères, sa voiture achetée au rabais pollue et devient dangereuse ? Cela ne fait rien, on va lui tomber dessus, coup double !

Ils sont de plus en plus nombreux à rouler sans permis (entre trois cent mille et deux et demi millions de Français selon les estimations) ? Pareil, même tarif... ! Que des riverains se plaignent que les pouvoirs publics n'installent pas des ralentisseurs ou des protections aux bons endroits sur la route n'est pas le problème de l'État : c'est la « vitesse » qui est stigmatisée. Ce mantra généralisé contre elle fait abstraction du lieu, de la météo, du jour, de la nuit, de l'autoroute ou du chemin vicinal. Ce hochet consensuel est agité par la gauche, la droite et les écologistes pour « lutter contre les accidents de la route », mais il est d'une totale hypocrisie : c'est le contrôle social accru que l'État impose, la peur du gendarme, la culpabilisation, l'individualisation des responsabilités.

Les fléaux sociaux, l'alcoolisme qui se généralise, la fatigue au volant pour cause de travail ? Écartez-moi ces arguments trop socialistes nous disent tous les curés de la lenteur ! Mettons la vitesse de circulation sur les routes à quarante à l'heure, le travailleur n'aura qu'à se lever un peu plus tôt !

Bien sûr, notre gourou Illich, par souci de « transport doux », devait probablement envoyer ses nombreux livres par bateau, se déplacer de la même manière d'un continent à l'autre pour ses nombreuses conférences

devant un public avide d'entendre la bonne parole (peut-être aussi à la nage ?). Mais on le sait, les curés ont l'art du « Faites ce que je dis, ne faites pas ce que je fais ». Sauf Lanza del Vasto qui vivait sans électricité, voilà un programme qui nous assurerait la transition énergétique...

Par souci de cohérence, il ne nous reste plus qu'à souhaiter que les décroissants qui viendraient au prochain congrès de la Fédération anarchiste s'y rendent par « transport doux » (on croirait une pub pour un savon). Le vélo étant fabriqué avec de l'acier comme les voitures, et pouvant être dangereux vis-à-vis des autres (les accidents de bicyclette se multiplient), il ne reste plus que la marche à pied. Camarades, en route ! **PP.**

1. Illich Ivan, *Énergie et équité*, Paris, Seuil, 1973, p. 43.

2. Ce n'est pas pour rien qu'Illich combat l'école. Non pas les méthodes et la nature de l'institution scolaire, mais parce que l'école est un lieu où les enfants sont sortis de la communauté familiale ou élargie (attention, danger, liberté !) et un lieu d'apprentissage malgré tout hors lien spirituel ou mystique.

Un python dans le prince

Tenaces ténias

Le 14 juillet 1790, Son Altesse le prince de Talleyrand-Périgord, évêque d'Autun, athée notoire, célébra la messe de la Fête de la Fédération. Avant de dévider les oraisons, bénédictions et génuflexions de la parade sacrée, il glissa à ceux qui l'entouraient : « Surtout, ne me faites pas rire ! ». Vieux paradoxe des clergés en général, et du clergé catholique en particulier. Par définition, le clergé doit en savoir plus long que ses ouailles. Et depuis le concile de Trente, les prêtres catholiques se plient à six ans de solide formation intellectuelle, qui comprend la quasi-totalité des objections présentées par l'athéisme. Une éducation d'autant plus risquée qu'à nombre de ces objections, la seule réponse consiste à prier pour que Le Seigneur renforce la foi de l'impétrant. C'est pire encore aux États-Unis, où les jeunes chrétiens n'ont en général pas la moindre idée que la Bible a eu beaucoup d'auteurs, à des dates très différentes, ni que ses textes ont été profondément chamboulés et triturés (saviez-vous que les Épîtres de St-Paul ont été écrites avant les Évangiles?). Lorsque c'est l'Église ou l'université elles-mêmes qui les en informent, le choc est rude. Quelques-uns partent sur-le-champ. Mais la plupart restent, cependant que le petit ténia du doute devient peu à peu un python vorace.

Le contact avec les fidèles n'améliore pas les choses. À écouter les confessions de dizaines de laïcs qui avouent trouver un peu durs à avaler la Trinité (un seul Dieu mais trois personnes, un pigeon mais sans fiente, etc.), la présence réelle du Christ dans six grammes de pain azyme, la virginité de Marie, on en passe et des meilleures, les prêtres (ou les pasteurs) ébranlés se rendent compte qu'ils sont loin d'être les seuls à pâtir des élans de la raison. Mais à découvrir aussi la foi littérale, imbécile, arrogante de soumission bovine de la part meuglante de leur troupeau, ils ne peuvent manquer d'associer foi et bêtise.

De l'efficacité américaine et des affaires intimes

Aux États-Unis, les sondages d'opinion révèlent que les athées bénéficient de l'estime de leurs compatriotes à un degré encore moindre que les pédophiles. Une situation dont ils se sont lassés. Ils ont pris l'offensive. Une de leurs initiatives, des plus inattendues mais des plus logiques, comblera d'aise amusée les habitants du vieux pays catholique que nous sommes. Daniel Dennett, célèbre philosophe, inlassable défenseur de l'évolution darwinienne (dans la terre natale du créationnisme) a créé un site Web clergyproject.org strictement réservé aux ecclésiastiques athées. Ou aux ecclésiastiques tentés de le devenir. Ou

inquiets de le devenir. Ou se sentant glisser sur la mauvaise (ou la bonne, c'est selon) pente. Ou « juste curieux ». On dirait une liste des excuses des amateurs de pornographie. Un site réservé aux menteurs conscients de l'être, et pas trop heureux ni fiers de l'être. Un site auquel ne peuvent accéder pleinement que les clercs qui donnent aux administrateurs du site la preuve qu'ils sont bien une soutane en peine, et pas un journaliste en mal de sensationnel ou un maître-chanteur en embuscade. Un site qui, évidemment, fait saliver : lire les doutes et l'éveil graduel de professionnels du mensonge ! Oui, un site dédié au soutien psychologique des menteurs. Car on y propose du mastic aux âmes fissurées : vous n'avez pas été le seul à mentir, et d'ailleurs, si vous voulez cesser de mentir, venez lire les témoignages de défroqués heureux. Parce que, comme Dennett le raconte dans son livre *Caught in the Pulpit, Leaving Belief Behind*, sauter le pas n'a rien d'aisé. Il faut admettre en public, non seulement qu'on s'est trompé pendant dix,

vingt, trente ans, mais aussi qu'on a trompé ceux qui vous ont fait confiance. Il faut annoncer aux gens qui vous ont écouté, respecté, obéi que vous leur avez menti, sciemment. Leur annoncer que leur foi est absurde. Mais il faut aussi changer de métier. Pas très facile, dans ce pays bigot, d'aller voir un recruteur pour un poste dans les ressources humaines (on espère que des prêtres athées se choquent de cette expression ignoble), en expliquant qu'on a été pasteur, puis qu'on a décidé qu'on a menti, et qu'on a décidé de ne plus mentir. L'honnêteté, l'honnêteté que l'on n'a pas peur d'afficher, l'honnêteté pour laquelle on n'a pas peur de prendre des risques, terrifie les employeurs, chacun sait cela. Coming out d'homosexuel, coming out d'athée ? Moments difficiles, moments magnifiques.

Nestor Potkine

qui attend avec impatience la création de bankersproject.org, admenproject.org



État et **changement** social

Jacques Langlois

JE VIENS de lire le dernier éditorial du *Monde libertaire* qui nous parle des responsabilités de l'État dans les turpitudes et l'exploitation libéralo-capitaliste actuelle. Le problème c'est que l'État n'existe pas. Ce n'est qu'une forme symbolique ou fiction imaginée par les juristes et philosophes libéraux pour recevoir la souveraineté du pays sur lui-même et la rendre impersonnelle. Elle a été pensée contre les monarques disant : « L'État, c'est moi » pour justifier leur toute-puissance sur le peuple et mettre au pas la noblesse et ses copains du clergé. C'était la façon de dire que la souveraineté n'appartenait pas au roi, qui n'était que le dépositaire temporaire et non absolu de son exercice. Nous eûmes alors différentes jongleries sur le vrai titulaire de la souveraineté : la société des propriétaires chez Locke, le peuple tout entier chez Rousseau, ces groupements s'étant unifiés via un « contrat social » disant que les citoyens s'accordaient pour remettre la mise en œuvre de leur souveraineté à des représentants dont la légitimité ne pouvait que résider dans la conformité de leur mandat de service du peuple ou des proprios. Ainsi, chez Locke, les citoyens ne confient aux représentants que le « trust » (confiance) sous réserve de leur respect des libertés des individus, de leur travail et de leur propriété. En cas de violation du pacte social, les citoyens disposaient « d'un droit de résistance » (Cela, il faut le rappeler à Zizi Rider, notre bon président qui va s'éGayet à scooter). Ce droit avait été

inscrit dans la Constitution française de 1793 ; hélas celle-ci n'a jamais été appliquée et le droit a disparu des écrans politicards. Thoreau allait encore plus loin avec un devoir de désobéissance en cas de violation des impératifs de la conscience morale des individus. Gandhi avait, lui, prôné et pratiqué la résistance passive et non violente.

Pour prendre une métaphore, disons que l'énergie de la mer n'est qu'un potentiel (comme le pouvoir du peuple sur lui-même), que la construction d'une usine marémotrice transforme ce potentiel en puissance (l'équivalent de la mise en forme État), que la puissance ne produit des kWh que s'il y a des opérateurs pour faire fonctionner les turbines (les gouvernants, politicards et stratifs). Ce sont les opérateurs qui, in fine, détiennent le pouvoir effectif, mettent en œuvre la puissance souveraine. Hugh, a ainsi dit Herr Professor Langlois (c'est comme cela que vous me percevez ?), et ce n'est pas pour faire pédant car il y a un enjeu : un problème mal posé ne risque pas d'être résolu, une stratégie efficace de changement ne peut être conduite si ses prémisses analytiques sont fausses.

Les copains anars, donc, se trompent de cible car ce qui existe réellement, ce sont les gouvernements, les représentants (députés et sénateurs), les appareils de pouvoir, tant idéologiques (Éducation nationale, communications et télé publique, experts en tout genre au service du pouvoir) que matériels (administrations diverses appliquant, en



principe, les directives des gouvernants) et répressifs (police, justice, armée) appliquant les lois édictées par les parlementaires. Or il y a énormément de monde employé par ces appareils de pouvoir, environ 5 millions de fonctionnaires et assimilés qui ont donc tout intérêt à les maintenir, qui plus est quand ils constituent une réserve de nuisance et de puissance permettant d'obtenir du pouvoir, qui a besoin d'eux, des privilèges et des rentes. Ajoutez au paquet les retraités et les prestataires de service des administrations, et vous obtenez aisément une masse de 15 millions de personnes qui votent socialistes. Ce qui veut dire qu'on ne peut pas compter sur ces derniers (ni, évidemment encore moins sur les autres) pour éradiquer leur couverture idéologique, à savoir l'État censé représenter l'intérêt général. Les andouilles qui votent ne voient pas qu'elles légitiment les pouvoirs qui les spolient en élisant des soi-disant représentants dévoués au bien public (c'est ce que signifie République). Car les politicards élus dans nos démocrassouilles représentatives ont alors le pouvoir «de donner et de casser la loi», c'est-à-dire de voter tout ce qu'il faut pour se plier aux intérêts des capitalistes qui financent leur élection et leur parti, le plus souvent par la corruption et la concussion. On est donc en présence de trois acteurs indissolublement liés et complices pour que rien ne change : les politicards, les puissants et leurs serviteurs-fonctionnaires (et leurs syndicats institutionnalisés comme leurs représentants auprès du pouvoir).

Il devient ainsi très clair que la voie politique pour changer la société contre le libéralo-capitalisme instauré depuis trente ans à grands coups de déréglementation (libre-échange, libre circulation des capitaux, suppression des services publics, disparition du droit social, etc.) est une contradiction dans les termes. Proudhon l'avait dit : la révolution politique (la liberté, la disparition du pseudo-Etat) est le but, la révolution sociale le moyen alors que les socialos de l'époque prônaient tous le contraire ; prendre le pou-

voir d'État pour ensuite tourner les canons de la forteresse contre ses anciens occupants. La bonne stratégie de changement consiste à se séparer radicalement du système politico-économique en place. À se séparer politiquement en s'abstenant de participer aux jeux politicards de la démocrassouille (a fortiori de tout pouvoir totalitaire et de façon générale de tout pouvoir politique situé au-dessus de la, société et créant une coupure dirigeants-dirigés). À construire une contre-société, des «anarcho-structures» dans l'espace socio-économique. Cet espace est régi par une construction permanente, par essais et erreurs, via l'action directe, autonome, égalitaire des acteurs sociaux (individus et groupements) gérant leurs propres affaires, autogérés, auto-organisés, dans des structures de proximité et de solidarité. Cela se fait en montant des structures différentes et surtout contenant en elles-mêmes les finalités de la future société souhaitée : coopératives, mutuelles, associations, autoproductions locales, écoles et « universités populaires », unions syndicales avec « bourses du travail », etc. régies par l'égalité de tous dans la préparation des décisions et la gestion, l'entraide et la coopération, la mutualité de services, le respect de la dignité de chacun, la rotation des tâches et la polyvalence, la recherche de la qualité et de la durabilité des produits, le respect de la nature, etc. Ces contre-structures ou anarcho-structures (dans une conception analogue à celles de l'anarcho-syndicalisme, de Fernand Pelloutier, du syndicalisme révolutionnaire) sont à considérer comme des moyens de taper à la caisse du capital en le privant de ses racines, radicelles, branches lui permettant de pomper la sève du travail du peuple et les richesses de la nature à son seul profit. On se sépare de la production et du marché capitaliste. Par exemple, on met son fric dans une lessiveuse au lieu de le laisser dans des banques, on n'achète plus rien dans les supermarchés, on n'achète plus de biens durables de consommation sauf en cas de nécessité (si le produit est irrépara-

ble) et alors on achète que de la production étrangère pour casser l'économie capitaliste nationale. On fait de l'autoproduction durable et réparable, on se fournit dans des amap ou chez les artisans et petits commerçants du coin. On s'assure par des mutuelles, etc.

Toutes ces actions locales (cela existe déjà par exemple au Chiapas avec les zapatistes et les communautés indigènes) formeront les acteurs à la gestion, à l'organisation, à la coopération. Cependant, à plus long terme, elles ne sauraient rester isolées, localisées. Elles seront à mutualiser et fédérer par étages successifs dans une organisation générale dont Proudhon nous a donné les grandes lignes : son fédéralisme tout à la fois économique, juridique, social, politique (aux antipodes du fédéralisme seulement politique qui régit certaines démocrassouilles actuelles comme les USA ou la Teutonie) dont le versant socio-économique est la mutualité et la coopération et dont l'aspect politique est la décentralisation, l'autonomie des territoires, le mandat révocable sans renouvellement ni dans le temps ni dans l'espace (pas de délégation consécutive ou simultanée ou cumulée). Dans le fédéralisme, le pouvoir politique est construit par subsidiarité (l'échelon de rang supérieur ne s'occupe que de ce qui n'est pas dans le pouvoir des acteurs de base), d'impulsion, d'animation, de régulation, de coordination. L'État, qui n'est qu'une forme politique possible (la plus autocratique, absolutiste, unitaire, nationaliste car la fiction État a construit la fiction nation indivisible pour mieux manipuler les peuples), est remplacé par un pouvoir politique interne à la société, partagé, pluraliste qui procède de la base au sommet et «de la circonférence au centre». Comme disait Pascal : «Le centre est partout, la circonférence nulle part.» Dans ce schéma, on voit bien qu'il n'y a pas de place pour les révolutionnaires patentés, les intellos théoriciens du modèle parfait de société, les syndicalistes institutionnalisés et subventionnés par le pouvoir, la classe perpétuelle des politiciens et... les capitalistes. J.L.



Histoire

« Si les anarchistes n'écrivent pas leur histoire, ce sont les autres
qui l'écriront à leur place. » **Inconnu**

Joseph Déjacque

Un précurseur anarchiste méconnu

Patricio Salcedo

Groupe Anarliste
de la Fédération anarchiste

JOSEPH DÉJACQUE n'est pas considéré comme un théoricien anarchiste et, pourtant, il vient pratiquement juste après Proudhon, avant Bakounine et Libertad, chronologiquement parlant. Déjacque mérite d'être lu et d'être redécouvert.

Il est né le 27 décembre 1821 à Paris. Rapidement orphelin de père, sa mère l'élève seul. À 12 ans, il devient apprenti en commerce de papiers peints. Durant toute sa vie, il sera un authentique prolétaire, c'est-à-dire ouvrier décorateur, peintre en bâtiment et poseur de papier peint. C'est un des rares hommes du peuple et à la fois penseur de l'anarchie, autodidacte. Toute sa vie, il aura de grandes difficultés matérielles, car son intransigeance face aux patrons ou à ses adversaires politiques le fera plonger sur le pavé. Tenant tête à ses différents employeurs, il sera constamment licencié. De guerre lasse, il s'engage dans la marine de guerre, il découvrira les mers d'Orient, mais il en reviendra antimilitariste et farouchement antiautoritaire. À nouveau dans le civil, il peine à retrouver du travail, sa réputation le précède et il sévit une grave crise économique (déjà à l'époque!).

Le 22 février 1848, l'insurrection éclate et Paris se couvre de barricades, Déjacque participe aux événements. Le roi Louis-Philippe doit partir, on brûle son trône et on pille les Tuileries ainsi que de nombreux autres châteaux. Thiers, Premier ministre, essaye de sauver la situation... déjà lui. C'est

un coup d'essai, il recommencera en 1871 pour la Commune avec plus de succès dans la réaction... Avec la nouvelle République, la liberté d'association est proclamée et le gouvernement crée des ateliers nationaux pour endiguer le chômage. Déjacque en profite pour faire imprimer ses premières publications, dont deux pièces de théâtre, l'une s'intitulant *Aux ci-devant dynastiques, aux tartuffes du peuple et de la liberté*. Il fait aussi paraître des fables sociales pour défendre ses compagnons de misère : « Ce qu'il veut, lui, que la faim tennaille, c'est du pain, un abri pour celui qui travaille ; c'est du travail pour tous, pour tous la liberté ; c'est le gouvernement de la fraternité. » Il fréquente les clubs, et notamment le Club des femmes, et participe à la rédaction de leur journal, *La Voix des femmes, socialiste et politique, organe des intérêts de tous et de toutes*. Ce journal, vendu à la criée, publiera même un de ses poèmes. Déjacque se lancera alors dans le combat pour l'égalité des sexes.

Pendant ses périodes de chômage, qui étaient fréquentes, il en profitait pour composer des poésies virulentes dénonçant la misère des ouvriers et appelant à la destruction du vieux monde. La réaction passe à l'action en juin 1848, le peuple de Paris érige 600 barricades pour protester contre les élections truquées (on brûle des urnes), mais l'armée républicaine les réprime. Le bilan est terrible : 12 000 fusillés, de très nombreux emprisonnés. Il faut dire que la nouvelle chambre est truffée de « républicains

du lendemain», en fait des aristocrates déguisés. Barbès, Raspail, Blanqui ont été enfermés. Le gouvernement fait paraître un communiqué victorieux : «L'ordre a triomphé de l'anarchie.» La question sociale a été résolue à coups de fusil ! Les clubs ont été fermés, ainsi que les ateliers nationaux. Le 7 juillet, Déjacque est enfermé à la prison de La Force, puis relégué sur les pontons de Brest et de Cherbourg. Il vit l'enfer. Il revient en mars 1849 à Paris et, en août 1851, il fait paraître *Les Lazaréennes*, un recueil de fables et de poésies sociales. Il emploie dans celle-ci les termes «prolétaire» et «capital». Il colle dans le même sac monarchistes, bonapartistes et républicains. Il faut dire que la II^e République à peine créée se revendique «de la famille, du travail, de la propriété et de l'ordre public». Déjacque écrit : «Prolétaire, sous la cravache, sous le mors et sous l'éperon, tout le jour courbé sans relâche, produis et meurs pour le patron. Je veux exploiter ta misère, je veux sous mon genou puissant te réduire à brouter terre. Regarde... je suis le présent»

(depuis la prison de Sainte-Pélagie, 1849). Mais aussi : «Parfois aussi le peuple, à bout de patience, rugit un cri de délivrance. Mais – vainqueur politique – esclave social, il retombe énérvé, loin du vaste idéal, dans sa cage d'abus, de vices, d'ignorance, sous les chaînes du capital...» Le gouvernement de Badinguet (le prince Louis Napoléon Bonaparte), au pouvoir depuis le 10 décembre 1848, fait saisir le livre immédiatement en poursuivant l'auteur et l'imprimeur pour «apologie de faits qualifiés de crimes et d'excitation à la haine». Déjacque est condamné à deux ans de prison. Il se sauve en Belgique et finalement s'exile à Londres. Il se liera d'amitié avec Gustave Lefrançais, futur membre de la Commune et de l'Internationale de Saint-Imier. Ensemble, ils fonderont une société d'entraide, la Sociale, et feront front contre les exilés libéraux et républicains qui n'hésitent pas à s'accaparer des dons de soutien envoyés de France. Durant l'exil, les classes se reforment avec tout ce que cela suppose...

Au cours de l'enterrement d'un proscrit, Déjacque s'en prend à Ledru-Rollin et à Louis Blanc avec une véhémence et une hargne qui les laissent sans voix. Le poète des misérables les cloue au pilori en les traitant de «mitrailleurs des prolétaires». Tout est déjà en place à cette époque-là, la social-démocratie, drapée dans une prétendue légitimité de gauche, rejouera toujours le même scénario jusqu'à nos jours, son obsession sera de rétablir l'ordre à tout prix en affamant les pauvres pendant que le capital engrangera ses dividendes ! Déjacque se met à dos bon nombre d'exilés qu'il traite de moutons. Fin 1852, il rejoint l'île de Jersey où des proscrits plus fortunés se sont retirés. En Angleterre, à moins d'être cuisinier ou artiste, un Français n'a guère de chance de trouver du travail dans ces années-là. Mais Déjacque réitère ses provocations à l'enterrement d'une proscrie de Belleville, il s'oppose à Victor Hugo (chevalier de la Légion d'honneur, pair de France, académicien, ancien député et toujours prêt à soutenir tous les pouvoirs successifs). Hugo était alors en exil volontaire pour marquer son opposition à Napoléon III, mais auparavant il avait siégé avec les conservateurs et les révolutionnaires s'en souvenaient.

En outre, Déjacque ne voulait pas que l'on parlât pour lui. Au contact de tous ces réformistes et de tous ces socialistes autoritaires, il devient anarchiste et écrit *La Question révolutionnaire*, une brochure de 64 pages qui prône dès le début : «Abolition du gouvernement sous toutes ces formes, monarchique ou républicain, suprématie d'un seul ou des majorités ; mais l'anarchie, la souveraineté individuelle, la liberté entière, illimitée, absolue de tout faire, tout ce qui est dans la nature de l'être humain.» Il définit l'abolition de la religion, de la famille, de la propriété privée, de l'autorité et des privilèges et développe l'émancipation des femmes et aussi des enfants, l'affranchissement total. Pour survivre et donc trouver du travail, il part pour New York au printemps de 1854. Il y sera ouvrier colleur. Il se mettra tout de suite à dos la colonie des Français réfugiés, bourgeois républicains et démocrates qu'il appelle «pauvres porte-cocardes» et qu'il scandalisera en faisant une lecture de *La Question révolutionnaire*. Ces mêmes exilés réformistes le traiteront d'antisocial.

En 1855, avec d'autres exilés français, il signera le manifeste de l'Association internationale, créée à Londres, ancêtre de la Première Internationale des travailleurs de 1864. Finalement, cette même année il part pour La Nouvelle-Orléans, en Louisiane. Immédiatement, il est choqué par l'esclavagisme et il défend spontanément les Noirs. Il se fait bien sûr mal voir par la société créole conservatrice et réactionnaire, en portant un toast : «À l'affranchissement de tous les hommes, noirs ou blancs. À la communion libre et égalitaire des producteurs de tous sexes et de toutes races au banquet social.» Pour de tels propos, il aurait



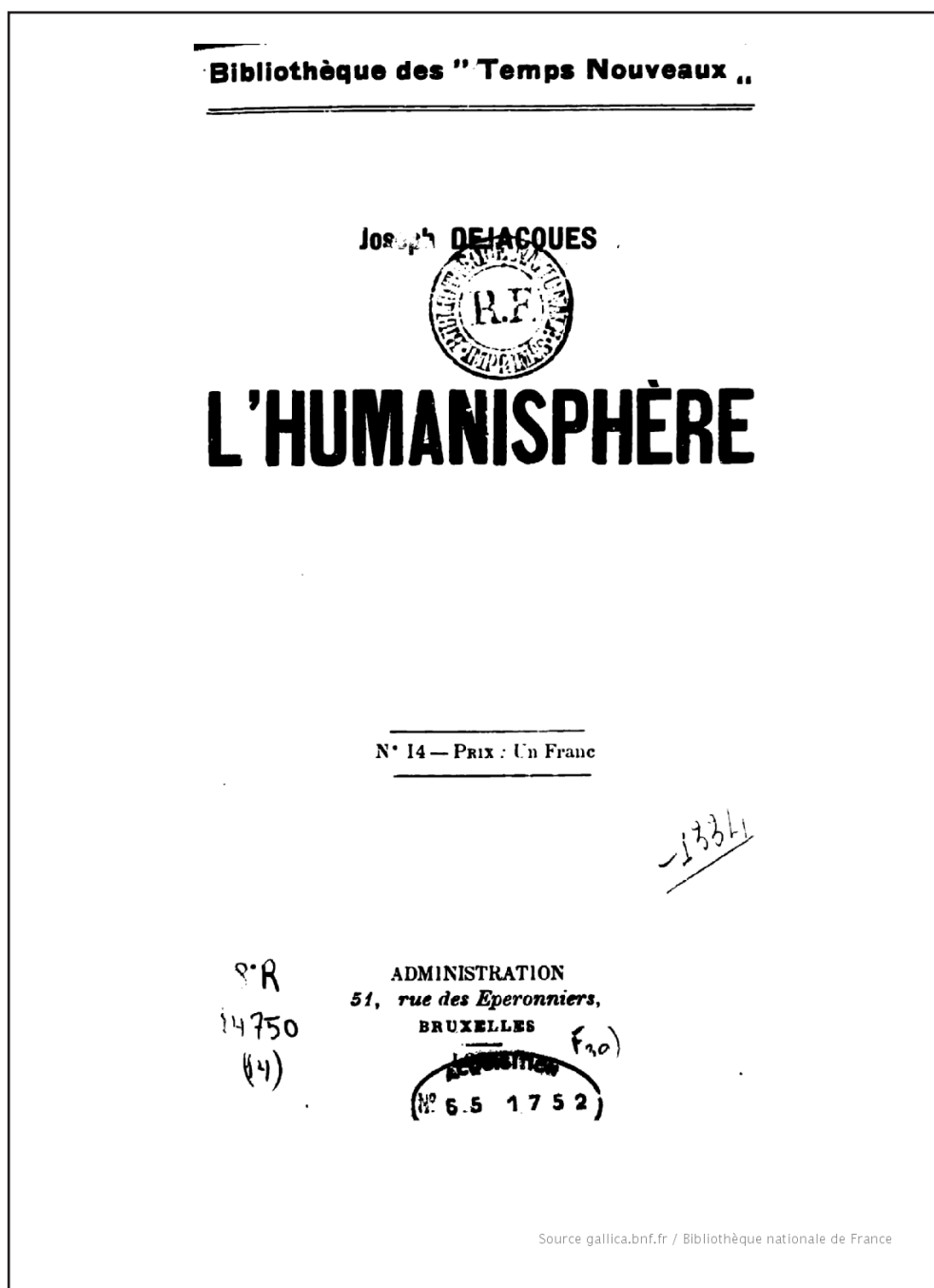
JOSEPH
DÉJACQUE
~1859~

**A BAS
LES
CHEFS!**

pu être lynché par ces sudistes rétrogrades. Il écrira plus tard dans *Le Libertaire* n° 3 : « J'ai vu encore plus atroce, des dogues dressés à la chasse aux nègres marrons, chiens aussi féroces que leurs maîtres, et à qui on abandonne de temps à autre la chair d'un noir fugitif ; comme dans la chasse à la bête fauve, on abandonne les entrailles de la victime à la meute avide de sang fumant et de chairs chaudes. » Il est à souligner que Déjacque ne se trompe jamais de combat, spontanément il se rallie aux opprimés. Il publie un pamphlet, *La Terreur aux États-Unis*, où il défend l'égalité entre les Noirs et les Blancs. C'est aussi à cette époque-là qu'il répond à Proudhon, le théoricien français de l'anarchisme, dans une lettre de onze pages, *De l'être humain mâle et femelle*, où il revendique un féminisme toujours défendu auparavant et qui semblerait clamer : « Camarade Proudhon, encore un effort pour être plus anarchiste ! » Il pourfend d'une façon véhémente la misogynie de ce dernier. Il en profite aussi pour inventer le néologisme « libertaire » en opposition à « libéral » : « Le libertaire n'est pas un libérateur ; il n'est pas de ceux qui rendent l'autorité pour la liberté, mais tout au contraire, la liberté envers et contre l'autorité. »

Puis, en 1857, Déjacque écrit *L'Humanosphère*, utopie anarchique, son ouvrage le plus connu et le plus souvent réédité, notamment par Max Netlau et Élisée Reclus. Il s'agit d'une utopie féroce athée, originale et égalitaire, à côté Fourier passerait pour un tiède. Déjacque propose une espèce de « phalanstère, mais sans aucune hiérarchie, sans aucune autorité ; où tout, au contraire, réalise égalité et liberté et fonde l'anarchie la plus complète ». C'est cependant beaucoup plus qu'une fable ou un genre littéraire, mais la définition d'une société libertaire viable et réalisable, une construction de « l'humanitaire avenir ». Il peine à faire publier son ouvrage et il repart pour New York, éternel exilé, où il fonde le 9 juin 1858 le journal *Le Libertaire*, journal du mouvement social, tiré à 1 000 exemplaires sur quatre pages grand format. Déjacque est aidé par une trentaine de sympathisants. Cependant, il doit en même temps écrire la nuit et travailler le jour, car il est l'unique rédacteur (ce qui fait un peu penser à Zo d'Axa, rédacteur de *La Feuille* ou de *L'En-dehors* plus tard, mais qui lui disposa d'un héritage, ce qui ne lui évita malheureusement pas la prison).

Déjacque publie *L'Humanosphère* en feuilleton dans *Le Libertaire*, critique la situation locale, pourfend l'esclavage, parle de la situation en Europe, et donne des comptes rendus des activités de l'Association internationale. Il continue de l'envoyer à La Nouvelle-Orléans où le journal est souvent saisi. Il est aussi envoyé en Suisse, en Belgique, en Angleterre et, bien sûr, en France. Il sortira environ 38 numéros du *Libertaire* en tout – en 1860 seuls 6 numéros sortent. Entre ses activités pour gagner sa pitance et la rédaction du journal, Déjacque s'est miné la santé. Il se retrouve dans une



impasse, une nouvelle fois, la guerre de Sécession va éclater, il n'a plus de travail car la crise économique se fait encore plus mordante. En février 1861, il doit retourner en France. Il se livre à un ami en lui écrivant : « J'ai la nostalgie non pas du pays où je suis né, mais du pays que je n'ai encore entrevu qu'en rêve la Terre promise, la terre de liberté. »

En 1864, il meurt dans la misère, à 43 ans, à Paris. Il avait sombré dans la folie, selon son ami Gustave Lefrançais. Sept ans avant la Commune, deux ans après le suicide d'Ernest Cœurderoy !

Je conclurai par une citation d'Émile Pouget : « Alors que Bakounine avisait aux moyens de fuir la Sibérie où la bienveillance de son tsar l'avait parqué, un ouvrier colleur de papier, Déjacque, réfugié à New York, définissait l'anarchisme avec une acuité de vue merveilleuse ; il ne s'est pas contenté d'en avoir une fugace compréhension, il l'a embrassé dans toute son ampleur. » Bel hommage d'un anarcho-syndicaliste à un individualiste anarchiste, prolé-

taire, irréductible insurgé, rebelle, insoumis, et néanmoins théoricien révolutionnaire de la pensée libertaire. **P.S.**

Nota : Pour cet article, je me suis grandement inspiré du livre *Autour de la question révolutionnaire*, Joseph Déjacque publié aux éditions Mutines, le livre *À bas les chefs* des éditions Champ libre n'étant plus disponible.



Jeudi 26 juin

10:00 > 12:00 **Chronique hebdo.** Analyse libertaire de l'actualité.

Vendredi 27 juin

19:00 > 21:00 **L'invité du vendredi.** Trait d'union.

21:00 > 22:30 **Les amis d'Orwell.** Émission contre les techniques de surveillance et les systèmes de contrôle des individus.

Samedi 28 juin

11:30 > 13:30 **Chronique syndicale.**

13:30 > 15:30 **Chroniques rebelles.**

Dimanche 28 juin

18:30 > 20:30 **Il y a de la fumée dans le poste.**

Lundi 30 juin

16:00 > 18:00 **Trous noirs.** Interviews réalisées à Sainte-Foy-la-Grande d'organiseurs des Reclusiennes, qui ont cette année « les Gardiens de la Terre » pour thème.

Mardi 1^{er} juillet

18:00 > 19:30 **Ideaux et débats.** Avec Mercedes Deambrosio pour *L'Étrange Apparition de Tecla Osorio* (Des Busclats) et un entretien réalisé avec Agnès Desarthe pour *Ce qui est arrivé aux Kempinski* (L'Olivier).

Mercredi 2 juillet

18:30 > 20:30 **Femmes libres.** Femmes qui luttent, femmes qui témoignent.

20:30 > 22:30 **Ras les murs.** Pour l'abolition de la prison.



Le Monde libertaire hebdo sort des kiosques

LORS DE SON 72^e CONGRÈS, réuni à Saint-Imier les 7, 8 et 9 juin 2014, la Fédération anarchiste a décidé de sortir des kiosques *Le Monde libertaire* hebdomadaire. Cette décision difficile a été prise en raison des coûts exorbitants qu'exigeait cette présence, des coûts que notre journal ne peut financièrement plus supporter. Nous cherchons toutefois actuellement à savoir si l'hebdomadaire pourrait rester présent dans les Relay des gares SNCF; le cas échéant, nous vous tiendrons informés. Sachez, néanmoins, que les numéros hors

série (six par an) seront toujours bien présents dans les kiosques, cette mesure ne concernant que la formule hebdomadaire. Désormais, donc, pour pouvoir lire chaque semaine *Le Monde libertaire*, il faudra se tourner vers une des trois formules d'abonnement: <http://www.monde-libertaire.fr/le-monde-libertaire/12702-sabonner>), qui ont toujours été la meilleure façon de nous soutenir!

L'administration du *Monde libertaire*



La librairie du Monde libertaire a besoin de vous

LA LIBRAIRIE du Monde libertaire c'est :

Un espace militant accessible toute l'année.

Des milliers de livres, et puis des revues, et des DVD, des CD...

Des débats, des films, des expos, des concerts, des rencontres avec des auteurs, des activistes venus du monde entier...

Un lieu unique de diffusion de la pensée libre, contestataire et anarchiste...

Des ouvrages accessibles partout grâce à la diffusion par correspondance...

Ce porte-voix du mouvement d'émancipation, nous devons aujourd'hui le protéger. La crise, les frais (postaux en particulier) qui augmentent, les poches vides des camarades... bref, l'argent manque.

L'argent manque, et nous comptons sur vous pour nous aider à continuer notre travail, pour maintenir et développer ce lieu

important. Important face à l'offensive du capital et de la banque contre les peuples. Important face à la montée du racisme et du nationalisme. Important face aux ensoutanés de tous les folklores qui pointent leur masque hideux.

Nous lançons donc à nouveau une souscription pour notre librairie.

Vous pouvez nous aider :

Par voie postale, en nous adressant un chèque à l'ordre de Publico à notre adresse (145, rue Amelot, 75 011 Paris).

En espèces ou CB directement à la librairie.

Sur notre site, librairie-publico.com, en achetant, autant de fois qu'il vous plaira, l'article «Participation supplémentaire au port».

Amis, compagnes et compagnons, nous comptons sur vous.

AGENDA

Samedi 28 juin

Paris XI^e

16h30. Rencontre et débat avec Justhom, auteur du livre *La Véridique Histoire du 1^{er} mai* (Editions libertaires). Du 1^{er} mai 1886 à Chicago, à aujourd'hui, ce livre nous raconte la véritable histoire du 1^{er} mai, un important moment de la lutte des exploités contre le capitalisme. Librairie du Monde libertaire, 145, rue Amelot. Entrée libre.

Merlieux (02)

17 heures. Projection du film *Hélène Berr, une jeune fille dans Paris occupé* (65 mn, 2013).

18h30. Débat avec le réalisateur Jérôme Prieur autour du film et de ses derniers ouvrages *Une femme dangereuse* (Le passage, 2013) et *Le Mur de l'Atlantique, monument de la Collaboration* (Denoël, 2011 + Film, 2013). Table de presse. Apéro dînatoire. Entrée libre et gratuite. Plus d'infos sur <http://kropotkine.cybertaria.org>. Bibliothèque sociale, 8, rue de Fouquerolles.

Vendredi 18 juillet

Paris XI^e

19h30. Soirée blues avec l'émission Blues en liberté de Radio libertaire. Projection du film de la fameuse "série Scorsese". "Red White & Blues" en est le titre et Mike Figgis en est l'auteur. En gros ça cause de l'influence du blues en Grande-Bretagne. On y voit Tom Jones (étonnant!) Jeff Beck, Van Morrison et d'autre sans oublier l'exellente, et oubliée, chanteuse écossaise Lulu.

Les 22 et 23 novembre

Lyon (69)

4^e Salon des éditions libertaires. Le Centre de documentation libertaire, la librairie libertaire la Gryffe et les Amis de la Gryffe. Librairie la Gryffe : 0478610225 (du lundi au samedi de 14 à 19 heures), 5, rue Sébastien-Gryphe. Courriel: salonzedlib@lagryffe.net

M. Quarez

28 et 29 juin 2014
à La Parole errante
www.foire-autogestion.org
9 rue François Debergue
93100 Montreuil
M^o Croix de Chaux

3^e foire à l'autogestion

3^e foire à l'autogestion
28 et 29 juin 2014

à boire et à manger : Des ateliers, des débats, des stands, des formations, des forums, des infos, de la musique, du cinéma, du théâtre, des livres et plein d'autres trucs...
avec en plus pour le confort du samedi soir

Moussu Te lei jovents
www.foire-autogestion.org
à la Parole errante, 9 rue François Debergue à Montreuil. M^o Croix de Chaux (L9)



La librairie du Monde libertaire a besoin de vous !

QU'EST-CE QUE NOTRE LIBRAIRIE ?

Un espace militant accessible toute l'année. Des milliers de livres, et puis des revues, et des DVD, des CD. Des débats, des films, des expos, des concerts, des rencontres avec des auteurs, des activistes venus du monde entier. Un lieu unique de diffusion de la pensée libre, contestataire et anarchiste.

Ce porte-voix du mouvement d'émancipation, nous devons aujourd'hui le protéger. La crise, les frais qui augmentent, les poches vides des camarades... Bref, l'argent manque.

L'argent manque, et nous comptons sur vous pour nous aider à continuer notre travail, pour maintenir et développer ce lieu important. Important face à l'offensive du capital et de la banque contre les peuples. Important face à la montée du racisme et du nationalisme. Important face aux ensoutanés de tous les folklores qui pointent leur masque hideux.

COMMENT NOUS AIDER ?

Par voie postale, en nous adressant un chèque à l'ordre de « Publico » à notre adresse (145, rue Amelot, 75011 Paris).

En espèces ou CB directement à la librairie.

Sur notre site, librairie-publico.com, en achetant, autant de fois qu'il vous plaira, l'article « Participation supplémentaire au port ».

LIBRAIRIE

PUBLICO

145 RUE AMELOT, 75011 PARIS

Métro République, Oberkampf ou Filles du Calvaire

Du lundi au vendredi : 14h00 / 19h30 et le samedi : 10h00 / 19h30